



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article163>

Jacques Chirac réaffirme le droit de l'Iran au nucléaire
civil...

LA CRISE NE S'ARRANGE PAS

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : jeudi 2 mars 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le président Chirac a réaffirmé mardi 28 février, au cours d'un entretien avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, que l'Iran pouvait avoir accès au nucléaire civil mais dans le "respect des exigences de non-prolifération". Selon le porte-parole de l'Elysée, "il a également souligné que la France travaille dans un esprit de consensus international sur cette question et il a rappelé que l'esprit général de cette démarche c'est un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires comme l'a rappelé la résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA".

Mais on est loin d'atteindre au "consensus international". En effet :

1) Le compromis russo-iranien n'est pas encore finalisé. Le sera-t-il avant le 6 mars ? Dans ce cas, le minerai d'uranium extrait du sous-sol iranien qui en regorge (mines de Saghand et de Gehine), ou plus vraisemblablement le "yellow cake" produit à Ardkan et Gehine, prendrait la route de la Russie, où il serait enrichi en U235 au niveau requis pour un "usage civil" (3-4%), ce qui empêcherait l'Iran de disposer d'installations et de personnel qualifié, capables de poursuivre l'enrichissement jusqu'à un niveau "de qualité militaire" (90 %, au besoin nettement moins).

Mais les mollahs insistent toujours sur le "droit imprescriptible" de l'Iran de disposer de toute espèce d'installation liée à la filière nucléaire "civile", donc de continuer à faire fonctionner ses installations de *conversion* du "yellow cake" (Isfahan) et d'*enrichissement* (Natanz) dudit "gâteau jaune" en U235.

Le fait est que le TNP reconnaît ce droit à l'Iran comme à tous les "Etats Non Dotés d'Armes Nucléaires" (ENDAN), sous réserve qu'il ne soit pas détourné à des fins militaires - ce dont le gouvernement iranien jure ne nourrir aucunement l'intention. On n'est pas obligé de le croire sur parole -c'est justement ce que la "communauté internationale" dit ne plus vouloir faire- même s'il fournit tout de même comme gages de sa bonne foi un certain nombre de garanties concrètes : "joint ventures" non seulement avec la Russie, mais encore avec des compagnies occidentales (une perspective alléchante pour la France d'AREVA et de [Jacques Chirac](#)) ; surveillance renforcée de l'AIEA ; type de centrifugeuses supposées "non proliférantes" (c'est beaucoup plus douteux). Mais les Etats-Unis (et derrière eux Israël) ne veulent pas entendre parler du maintien en fonctionnement d'une filière d'enrichissement sur le sol de l'Iran, même seulement "symbolique" de sa souveraineté nationale : qui peut le moins finira par pouvoir plus, Israël est bien placé pour le savoir (à ceci près qu'Israël avait l'appui actif des Etats-Unis et de la France, et que l'AIEA est toujours interdite de séjour dans ses installations de Dimona).

2) Les Etats-Unis veulent faire prendre par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 6 mars, des sanctions effectives contre l'Iran - sanctions politiques, économiques, commerciales... si possible assorties (soit cette fois, soit la suivante) de la menace d'employer la force militaire en cas de non résipiscence.

S'ils réussissent à entraîner sur cette position leurs alliés [britannique](#) et français qui semblent pour le moment quelque peu diverger, ainsi que les deux autres membres permanents du Conseil de sécurité, Russie et Chine, dont les intérêts divergent encore plus, et si le gouvernement iranien s'obstine de son côté à "affirmer son droit" (juridiquement fondé), le "bras de fer" se poursuivra et nul ne sait sur quoi il finira par déboucher. Le risque deviendrait sérieux de voir les Etats-Unis lancer unilatéralement une action militaire contre l'Iran, avec l'appui d'Israël et de la Turquie.

Si au contraire l'Iran capitule avant ou après le 6 mars, les Etats-Unis auront réussi à imposer le "double standard" : certains pays signataires du TNP, les uns dotés d'armes nucléaires, les autres non, pourront continuer de posséder et de faire fonctionner sur leur propre territoire une filière d'enrichissement de l'uranium, filière qui a permis (entre

autres sources) aux premiers de se procurer l'arme atomique ou qui pourrait le permettre aux seconds, tandis que d'autres pays en seront interdits. Ce sera, dans le domaine "civil", le même "double standard" qui fonctionne de fait dans le domaine militaire, entre "EDAN" et "ENDAN".

3) De ce point de vue, il convient d'observer que l'Inde représente un cas original, unique... pour le moment (le président Bush vient de laisser entendre que cet exemple, sans constituer un "précédent", pourrait inaugurer une nouvelle politique des Etats-Unis). Car l'Inde bénéficie de ce "double standard" à la puissance 2.

En effet, d'une part les [accords de coopération nucléaire](#) dans le domaine "civil" que le président Bush et le Premier ministre indien Manmohan Singh ont projetés en juillet 2005 (il y manque encore l'aval du Congrès, car il faudrait une loi d'exception pour lever l'embargo sur les "matériels sensibles), la reconnaissent comme un Etat ayant désormais droit au commerce nucléaire malgré ses armes prohibées : elle n'est donc plus seulement une puissance nucléaire *de fait* ; elle ne l'est pas encore *de droit*, puisqu'elle ne peut figurer parmi les "EDAN" du TNP, dont elle n'est pas signataire ; mais c'est tout comme : officiellement non agréée, et pourtant autorisée à se procurer tous les matériels et matériaux nucléaires qu'elle veut, elle est devenue *de facto* une puissance atomique *de jure* !

On n'en est plus à une bizarrerie juridique près... Pour la justifier, les Etats-Unis -et la France à leur suite- ont attribué à l'Inde un certificat de bonne conduite : contrairement au Pakistan, elle n'a pas contribué à la prolifération... en-dehors de la sienne ! Gageons que pour assurer durablement sa respectabilité -et ses fournitures nucléaires- l'Inde fera chorus avec les EDAN pour empêcher l'Iran de suivre son exemple. Championne du désarmement nucléaire tant qu'elle n'avait pas d'armes, du moins publiquement (son essai de 1974 était censé avoir été fait "à des fins pacifiques"), elle a maintenu cette position après sa campagne de tirs du printemps 1998, avec cet argument : "rendez vos armes comme vous le devez, et je rendrai les miennes que rien ne m'interdit de garder". C'en est fini de cette vertueuse tradition. Le monde est désormais figé en deux camps : "ceux qui en ont", et "ceux qui n'en ont pas".

D'autre part, bien que non astreinte aux conditions imposées aux ENDAN par le TNP (et pour cause, puisqu'elle ne l'a pas signé), elle n'en bénéficie pas moins, désormais, de promesses de coopération nucléaire civile (et de prochains contrats, que la France et les Etats-Unis se disputent), pourvu qu'elle n'en détourne pas les sous-produits (uranium enrichi, plutonium retraité) à des fins militaires. Ce à quoi elle peut facilement s'engager, puisqu'elle n'en a pas besoin, disposant déjà d'une filière militaire qui a fait ses preuves !

Mais les malheureux ENDAN qui auront commis "la bêtise" -c'en est une s'ils souhaitent se procurer l'arme nucléaire- de signer le TNP, se verront, quant à eux, privés de cette faculté.

Moralité : si vous êtes un Etat et voulez vous assurer "l'indépendance nationale", le "poids politique", le "prestige" international, et la "sécurité" (réelle ou fantasmée), faites comme "les grands", procurez-vous des armes nucléaires ! Donc faites comme Israël, l'Inde et le Pakistan, ne signez pas le TNP ! Si vous l'avez déjà signé (pauvre de vous), contournez l'interdit, profitez du savoir-faire, des installations et des matériaux fissiles qu'on vous fournit "à usage civil", et fabriquez-vous secrètement une bonne petite bombe, puis, comme la Corée du Nord, sortez du TNP ! Cela vous vaudra le respect des Etats-Unis et de la "communauté internationale". Ou enfin, hâtez-vous de quitter le Traité avant qu'on ne vous impose la signature d'un "protocole additionnel" qui vous placera sous surveillance étroite et renforcée de l'AIEA, ou avant qu'on ne vous impose des restrictions draconiennes, comme on veut le faire à l'Iran !

Quelle que soit l'issue du "bras de fer" avec l'Iran, voilà qui augure mal de l'avenir du TNP. La prolifération aura de beaux jours devant elle. Et pour la retenir, il ne restera plus qu'un seul recours : l'emploi ou la menace d'emploi des armes... au besoin nucléaires !

4) La position du gouvernement iranien paraît bien incertaine. D'un côté il aurait intérêt à céder aux pressions pour

éviter les sanctions, voire une attaque militaire (à moins qu'il ne table sur une "union sacrée" de tous les Iraniens ou presque autour de lui). D'un autre côté, le régime des mollahs n'y a pas intérêt : y céder, c'est définitivement renoncer à ses ambitions de puissance nucléaire (s'il en a, ce qui ne serait pas pour étonner), mais c'est aussi perdre la face à tous niveaux - international, régional (face au monde musulman dont il ne dédaignerait pas de prendre le leadership, à l'avantage du shiisme) et intérieur (face à un mécontentement social et une opposition qu'il jugule à grand renfort de surveillance et de répression policières et politiques).

Conclusion

Nous sommes entrés dans une zone de graves turbulences, dont il n'est pas exclu qu'elle s'achève par un *crash*. Il est d'autant plus déplorable qu'en France la classe politique laisse le pilote gérer la crise tout seul dans son cockpit élyséen - un pilote qui nous a fait savoir récemment que l'emploi d'armes nucléaires ne lui faisait pas peur, y compris pour garantir à la France ses "approvisionnements stratégiques". Autant dire qu'il n'a pas peur du *crash*. Nous sommes en de bonnes mains.

A la rare exception de [Michel Rocard](#), on n'a pas entendu d'homme ni de femme politique français(e) de quelque influence prendre clairement position sur le sujet, et tirer la sonnette d'alarme. Il leur reste quelques jours pour le faire. Et s'ils ne le font pas, il ne faudra pas qu'ils s'étonnent de voir "la France", réduite à un cerveau solitaire, tout au plus inspiré par un "brain trust" nucléairement configuré, prendre des décisions qui ne leur conviennent pas et qui pourraient même précipiter l'avion au sol.

Il existe pourtant une [solution simple](#), capable de mettre tout le monde d'accord. L'Iran n'a pas encore produit un seul kilowattheure électronucléaire. Qu'il y renonce, qu'il abandonne sa filière "civile" (avec ou sans guillemets) et obtienne en échange (ou "exige", si les mollahs y tiennent) une aide internationale au développement de ses nombreuses sources d'énergie renouvelable. Tout le monde y gagnera, même Israël, qui libéré de cette menace, pourrait envisager de libérer ses voisins de la sienne, dans un Moyen-Orient sans armes de destruction massive (ni nucléaires, ni chimiques, ni biologiques) où chaque Etat se verrait garantir sa souveraineté et sa sécurité. Tout le monde... sauf AREVA, bien sûr, et ses consoeurs étrangères, puisque la solution démontrerait qu'en renonçant au nucléaire civil, un pays peut tout à la fois résoudre ses (futurs) problèmes d'énergie, ses problèmes de déchets, renoncer à coup sûr à l'arme nucléaire, devenir moins agressif, vivre en sécurité, et protéger l'avenir de la région, de la planète et des générations futures. Cette solution, nous l'avons soumise au [président Bush](#), sans excessives illusions. Se trouvera-t-il en France une voix autorisée pour la prendre à son compte ?

Le 2 mars 2006

Jean-Marie Matagne, président d'ACDN